

**D 1001 BOLIVIE: L'ÉCHEC DU GOUVERNEMENT**  
**D'UNION DÉMOCRATIQUE**

La Bolivie ne manque décidément pas à sa tradition politique d'instabilité. Alors que des élections avaient redonné le pouvoir au civil Siles Zuazo, candidat de centre gauche, les militaires faisaient un nouveau coup d'Etat le 17 juillet 1980 (cf. DIAL D 644 et 695). Le régime militaire sombre progressivement dans le trafic de drogue et la corruption généralisée (cf. DIAL D 717 et 739). C'est dans ce contexte de dégradation politique que les élections du 5 octobre 1982 rendent le pouvoir aux civils: où l'on retrouve Siles Zuazo comme président de la République.

Cherchant à renouveler la grande tradition nationaliste et révolutionnaire de Paz Estenssoro, fondateur du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) dans les années 50, Siles Zuazo, rival de Paz Estenssoro, avait fondé en 1969 le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNRI). Le MNRI s'alliait en 1977 au Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) dont la figure de proue était Jaime Paz Zamora, qui deviendra vice-président de la République en octobre 1982. Ainsi est fondé la coalition de l'Union démocratique populaire (UDP). L'UDP fait alliance en 1978 avec le Parti communiste bolivien (PCB), ce qui permet la victoire de l'UDP aux élections de 1980 puis de 1982.

Depuis son installation à la tête du pays, Siles Zuazo n'a pu éviter la dérive et l'éclatement dans tous les domaines. La crise économique est illustrée par le chiffre hautement symbolique de l'inflation en 1984: de l'ordre de 2000%!... Quant à la crise politique, elle tourne à la confusion générale. A titre d'illustration, nous donnons le texte de la déclaration faite le 9 janvier 1985 par la direction nationale du MIR.

Note DIAL

**NOTRE POSITION ET LA GESTION GOUVERNEMENTALE**  
**DE L'UNION DÉMOCRATIQUE POPULAIRE**  
**Une évaluation critique et autocritique****Les origines du MIR**

Le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) est apparu comme une alternative de pouvoir du peuple bolivien pour une transformation de l'économie, de la société et du système politique de notre pays, dans le sens d'une libération nationale de toute forme de dépendance extérieure et d'une suppression des rapports d'exploitation et oppression économiques, sociales et culturelles intérieures.

Le MIR est également né d'une conception de l'unité du peuple dont le contenu et la forme se sont enrichis de la conscience et de la pratique des organisations populaires, aux antipodes du sectarisme et de la marginalisation qui ont caractérisé la gauche traditionnelle.

Le MIR a revalorisé le Bloc social révolutionnaire (composé d'ouvriers, de paysans et de membres des classes moyennes) comme articulation politique et organique des classes exploitées et opprimées, et comme sujet historique du pouvoir populaire dans la phase de transformation révolutionnaire de notre société.

Le MIR a, depuis sa fondation, exprimé le désir de rechercher un nouveau type de conduite politique, à l'opposé des traditions et tendances du caudillisme, et sur la base d'une direction collective à l'intérieur du parti comme élément déterminant de sa structure organique.

Le MIR a exigé de ses militants qu'ils adoptent des conduites individuelles et collectives devenues un élément important de l'histoire et de l'identité de notre parti; cet esprit "miriste" est caractérisé par la loyauté envers le peuple, par une attitude conséquente envers le projet révolutionnaire, par un dévouement total à la lutte, par une honnêteté à toute épreuve et par une recherche constante d'unité.

Le MIR a contribué de façon décisive à la structuration de l'Union démocratique populaire (UDP) et celle-ci a été un facteur déterminant de la restauration démocratique contre la dictature de Banzer et contre celle issue du coup d'Etat de juillet 1980 (1).

#### Nous sommes en crise

Aujourd'hui, le MIR traverse l'une des crises les plus sérieuses de son histoire. L'UDP, comme instrument politique du gouvernement, est virtuellement en état de faillite. Le Bloc socialiste révolutionnaire connaît une défaite politique susceptible de conduire à l'instauration, par la voie électorale ou par le détour classique du coup d'Etat, d'un régime de régression dans l'année qui vient.

C'est dans la perplexité que les Boliviens, en particulier ces larges secteurs de notre peuple qui ont adhéré avec enthousiasme et résolution au projet de l'UDP, se demandent comment ce mouvement se débat dans une évidente frustration, alors que tout le monde lui reconnaissait des possibilités exceptionnelles et qu'il avait éveillé des attentes immenses. Le MIR, pièce fondamentale de l'UDP, est vitalement intéressé à trouver la réponse à cette interrogation, par la critique et l'autocritique comme éléments inséparables de la pratique politique d'une organisation révolutionnaire, laquelle est capable de reconnaître ses erreurs et ses insuffisances pour les corriger, les compenser et avancer dans l'histoire. Nous sommes sûrs que les partis alliés partagent cette même exigence. Nous les invitons à la mettre en pratique franchement et ouvertement.

Sans méconnaître le fait que le gouvernement auquel nous avons participé a connu des succès remarquables, nous voulons cependant attirer l'attention sur ce qui l'a empêché de faire mieux, mais surtout sur ce qui l'a rendu extrêmement vulnérable à l'action délétère de ses ennemis et qui a entraîné l'éloignement progressif des secteurs populaires.

---

(1) Allusion à la junte militaire présidée par le général García Meza, qui sera bientôt accusée de liens étroits avec le trafic de drogue international (NdT).

Parce qu'il a mené son action dans le respect des libertés recouvrées et et dans la soumission absolue aux normes constitutionnelles, le président de la République, avec les principaux protagonistes de l'action gouvernementale, a donné la preuve de sa véritable stature démocratique. La suspension du paiement de la dette extérieure, la cogestion ouvrière à travers COMIBOL, la création de Corporation des produits agricoles (CORACA), de ENTA, les campagnes de santé et d'alphabétisation, les débuts de décentralisation de l'administration, la liberté des prix pour les produits agricoles, entre autres choses, sont des acquis de l'action gouvernementale et montrent que, lorsqu'il en a les conditions, il va dans le sens du mouvement populaire.

### Les causes de la crise

La crise du mouvement démocratique, du gouvernement et de notre parti n'est pas étrangère à la crise nationale profonde dont nous avons hérité, et dans le cadre de laquelle nous devons envisager nos erreurs et l'action de nos ennemis et de nos adversaires.

Comme causes à cette défaite, nous devons signaler de très importants facteurs externes au gouvernement de l'UDP et à notre parti:

1) L'extrême gravité de la crise économique, provoquée par l'énorme endettement extérieur de la dictature du général Banzer. En y ajoutant les calamités naturelles de 1983-1984 et l'exportation illégale de capitaux de nombreuses entreprises privées, tout cela a provoqué une réduction très importante du niveau habituel de production; et a rapidement conduit le pays à un mouvement de régression cyclique, avec le désinvestissement, le chômage, la crise de ravitaillement et une inflation à des taux jamais connus chez nous (2). Une crise de production dont une autre cause vient de l'appareil d'Etat hérité des dictatures et qui se caractérise par son essence non populaire, sa bureaucratie, son incapacité et une corruption profonde.

2) Le "nouveau tour de vis", déterminé par la bourgeoisie financière, et qui se solde par la disparition systématique des maigres et parfois contradictoires objectifs gouvernementaux portant atteinte à ses intérêts. Le secteur national de la banque privée est la cause principale de l'aggravation de la crise économique parce qu'il a mis en branle un vaste mécanisme de spéculation en matière monétaire, par la création de marchés parallèles pour le dollar, par le recyclage de ressources provenant du trafic de stupéfiants et par l'exportation de ses disponibilités.

3) La droite politique qui, acoquinée majoritairement au niveau des députés avec les adeptes de Banzer et de Paz Estenssoro, a fait du Congrès un instrument d'attaque, de déstabilisation et de blocage de l'action gouvernementale. Il est significatif qu'en deux années de fonctionnement, le Congrès n'a adopté en tout et pour tout que les lois portant création de cantons et de provinces, qualifiées de priorité nationale, et d'autres lois de moindre importance, tout en s'opposant systématiquement à des projets de lois déterminants tels que la nationalisation de la COBEE, la décentralisation administrative, les municipalités, la réforme fiscale, etc.

4) Les outrances dans les revendications salariales de nombreuses organisations de travailleurs qui ont fini par agir envers le gouvernement de l'UDP comme elles l'avaient fait avec les dictatures d'hier. C'est ainsi que les constantes et longues grèves et débrayages ont énormément affaibli le gouvernement et aggravé la crise; et cela, sans régler la situation économique des travailleurs mais, au contraire, en les affaiblissant politiquement et so-

---

(2) De l'ordre de 2000% en 1984 (NdT).

cialement. Cette situation s'est accentuée de façon notoire à partir du VI<sup>e</sup> Congrès de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), quand son comité exécutif a été monopolisé par la DRU, en mettant ainsi gravement en cause l'avenir de l'organisation-mère des travailleurs.

5) La multiplication impressionnante de revendications sociales et régionales, qui a été la conséquence du libre jeu de la démocratie et du respect des droits de l'homme, choses voulues par le gouvernement de l'UDP. Dans les coins les plus reculés du pays, dans les villes, dans les campagnes et dans les mines, on a ainsi vu apparaître des revendications sociales et régionales impératives, qui avaient été étouffées pendant des décennies et qui exigeaient des satisfactions immédiates sous peines de grèves, de débrayages ou de séquestrations.

6) La solidarité verbale de pays et gouvernements amis qui n'ont pas concrétisé leurs déclarations répétées de soutien au mouvement démocratique bolivien. Les gouvernements démocratiques d'Amérique latine comme ceux d'Europe, qui avaient également contribué à la chute du régime criminel en menant à terme le blocus international, n'ont pas donné suite à leur engagement de soutien financier, indispensable pour la remise en route de l'appareil productif national, tant public que privé. De son côté, le gouvernement des Etats-Unis a systématiquement fait pression sur le mouvement, en mettant comme condition à son "soutien" un changement de la nature du gouvernement.

7) Les pressions de la banque privée internationale, qui a mobilisé toutes ses énergies, y compris dans le domaine politique, pour isoler notre pays des flux de capitaux sous prétexte de retard dans le paiement de notre dette extérieure qu'elle avait elle-même financée dans les années antérieures.

#### L'UDP n'a pas répondu aux attentes

Sur les responsabilités qui sont celles de l'UDP, nous déclarons ce qui suit:

1) La résistance à la dictature des criminels a fait apparaître des divergences d'ordre tactique entre les membres du front, en particulier sur la forme et les conditions dans lesquelles devait se faire la restauration démocratique. La polémique sur la remise immédiate du gouvernement entre les mains de l'UDP, par le biais du Congrès en 1980 - thèse soutenue par le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) -, ou par le biais de nouvelles élections en 1983 - thèse avancée par le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNRI), avec l'appui du Parti communiste bolivien (PCB) -, polémique réglée en fait par les masses dont la mobilisation a imposé la première voie, a créé un climat de contradictions, de craintes et de concurrences qui a entouré la mise en place du gouvernement.

2) En dépit de la volonté initiale de répartir les membres de l'UDP dans l'appareil d'Etat de façon unitaire et harmonieuse, c'est le contraire qui a prévalu, avec une "occupation" en ordre dispersé et une main-mise féodale sur le pouvoir.

3) Au lieu de coordonner l'action politique et partisane en une stratégie commune, l'action gouvernementale a favorisé l'apparition de logiques de plus en plus contradictoires. Entre autres, l'association d'un populisme décadent et d'un opportunisme technocratique s'est, à mesure qu'elle prenait des dimensions envahissantes, soldée par des effets destructeurs du projet initial de l'UDP.

4) M. Hernan Silez Zuazo et le "groupe du palais" n'ont pas compris que la phase historique du mouvement nationaliste était terminée; que la Bolivie et le peuple bolivien d'aujourd'hui ne sont plus la Bolivie ni le peuple des années 50; que l'UDP aurait dû être un instrument politique qualitativement différent; que les victoires électorales obtenues par l'UDP traduisaient une conscience et une volonté d'unité de la part du peuple, non pas d'une unité conjoncturelle et du sommet, mais d'une unité propre à combler le vide politique des dirigeants, à proposer une véritable alternative de pouvoir et à travailler à la transformation du pays. Ils n'ont pas pu ou pas voulu comprendre cela, et c'est ainsi qu'a commencé la tragique divergence entre l'UDP comme gouvernement et l'UDP comme projet historique de libération.

5) Le clientélisme, l'arrivisme, la corruption et l'inefficacité, toutes pratiques du passé et séquelles pernicieuses, se sont retrouvées à l'oeuvre.

6) La lutte contre la corruption, conçue comme tâche prioritaire par notre parti et traduite en mot d'ordre "ne pas voler ni laisser voler", n'a pas été assumée comme telle par l'ensemble du gouvernement; dans certains cas, elle s'est même heurtée à une négligence évidente dans les hautes sphères officielles.

7) La participation populaire aux différents niveaux de la décision d'Etat, participation qui aurait dû être un des objectifs centraux de l'action gouvernementale en tant qu'expression de la démocratisation du pouvoir et de la transformation du caractère de l'Etat bolivien, n'est en fait devenue qu'un mot d'ordre sans consistance et mis aux oubliettes depuis le 11 octobre 1982 (3), en dépit de nos efforts en ce domaine. Le même jour le gouvernement et l'UDP ont commencé à s'écarter des masses.

8) Sous prétexte que la crise touchait tout le monde, c'est une politique économique de conciliation d'intérêts qui a prévalu, pour devenir ambiguë puis inefficace dans tous les domaines. Dans le souci de répartir également le poids de la crise et, donc, de contenter tout le monde, on a fini par ne contenter personne. Pire, la gestion économique de l'UDP s'est dépouillée pour une bonne part du contenu national et populaire proposé lors de la campagne électorale.

9) Il n'y a eu ni volonté suffisante ni cohérence ni fermeté pour vaincre les obstacles qui se sont dressés, afin de mettre en application le programme de la déclaration politique de constitution de l'UDP, seule possibilité de trouver une issue populaire et nationale à la crise.

10) Les Boliviens n'ont aucune hésitation à attribuer à l'orientation donnée par le président de la République la responsabilité principale du désordre et de l'inefficacité dans l'administration d'Etat. Ne pas affronter les problèmes, attendre qu'ils débouchent sur des conflits, ou même les aggraver par des décisions présidentielles inadéquates, tout cela est une autre facette d'un style de gouvernement qui n'a pas été à la hauteur du mouvement en marche et des problèmes du pays.

11) Par son style et par la politique appliquée, le gouvernement n'a été que le reflet parfait de celui pour lequel le peuple a déposé son bulletin dans les urnes et lutté dans les rues.

#### Notre parti n'est pas sans faute

Nos agissements comme parti et la part de responsabilités qui nous revient dans la situation actuelle nous ont permis de reconnaître certaines de nos faiblesses idéologiques, politiques et organisationnelles.

---

(3) Date de l'installation du gouvernement d'Union démocratique populaire (NdT).

1) Nos positions théoriques ont reposé sur des présupposés que nous avons admis avec une confiance excessive. Pour récupérer la force historique de la Révolution nationale, nous avons cru que le "tronc commun historique" pouvait permettre de reprendre, au profit des secteurs populaires, ce qu'il y avait de meilleur et de plus lucide dans l'élan transformateur des années 50. Mais ce qui a prévalu, c'est la continuation d'une pratique politique décadente qui a, en son temps, conduit à la rupture du processus révolutionnaire.

2) Ce retour à nos racines nous a sans doute amenés à laisser dans la pénombre de l'implicite le courant révolutionnaire du socialisme scientifique, que nous reconnaissons comme étant une source d'inspiration pour notre parti. Nous avons connu des hésitations et des vides théoriques parce que nous n'avons pas toujours utilisé, avec rigueur et cohérence, le même type d'outils scientifiques pour analyser la situation économique, politique et sociale.

3) Plus spécifiquement, sur le plan idéologique, nous devons faire référence à l'un des éléments de base de la théorie de la révolution bolivienne que nous avons élaborés en tant que miristes: la relation dialectique entre le concept de classes et celui de nation. Nous soutenons que la nation n'est pas au-dessus des classes sociales, mais qu'elle a un contenu de classe: celui de la classe ouvrière. Celle-ci, en impulsant un processus de convergence autour d'intérêts communs, parvient à constituer un bloc unitaire avec le paysannat et les couches moyennes, pour la construction de la nation et sa libération. Nous affirmons qu'il n'existe pas une nation au-dessus des classes ni une classe au-dessus de la nation, étant donné que toute classe sociale se constitue et s'organise dans le cadre d'une nation déterminée, reflet de ses caractéristiques et de ses intérêts. En donnant à la nation un contenu de classe et à la classe un contenu national, on place la lutte de libération sous le signe de la perspective historique de la classe ouvrière, et la construction de la nation sous le signe de la révolution. Le parti a laissé s'introduire peu à peu une déviation idéologique qui l'a conduit à donner au concept de nation la prédominance sur le concept de classe, au cours d'une première étape assez longue et imprécise, ce qui allait produire ses effets dans l'actuel mouvement démocratique. Dans les faits, cela s'est soldé par une dénaturation de la conception dialectique et s'est traduit par une sorte de "nationalisme révolutionnaire utopique" né des inconséquences du mouvement politique postérieur à avril 1952 (4).

4) En matière politique et en fonction du programme du parti, nous qualifions le "nouveau tour de vis" d'axe du bloc social réactionnaire installé au pouvoir depuis l'époque de la restauration de Barrientos (5). La thèse a prévalu que le responsable du nouveau tour de vis était la bourgeoisie financière, laquelle devenait l'ennemi principal du peuple bolivien et de son objectif de libération nationale et sociale. Dans le feu de l'offensive des criminels de juillet 1980, le concept d'ennemi principal s'est alors restreint à la seule bourgeoisie de criminels. C'est sur cette base que nous avons élaboré un programme économique qui, en l'absence de sa composante essentielle de classe, n'envisageait pas de porter atteinte aux intérêts de ceux qui devaient en fait porter le poids de la crise. C'est pourquoi notre programme ne s'écartait pas, dans son essence, du monétarisme orthodoxe des hommes politiques favorables au statu quo. Alors que nous pensions disposer d'un véritable programme nous acheminant vers une phase de transformation, nous nous trouvions en fin de compte devant un programme dont les insuffisances notoires ne pouvaient que nous conduire à un écart grandissant entre le gouvernement et les masses populaires et, pour finir, à un éclatement des classes composant le Bloc social révolutionnaire.

---

(4) A cette date, Paz Estensorro devient président de la République au titre du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) (NdT).

(5) Le général Barrientos renverse Paz Estensorro en 1964 (NdT).

5) Nous avons de plus commis des erreurs politiques d'appréciation au cours de la période ouverte le 10 octobre 1982. La principale nous semble être la décision de revenir au gouvernement en avril 1984. Une appréciation incorrecte - principalement imputable à nous qui formulons cette autocritique - sur la meilleure façon de préserver le mouvement démocratique et l'unité de notre parti, est à l'origine de la précipitation dans la décision. Elle est le résultat de l'offensive interne de ceux qui, se prévalant d'une conception idéologique de type nationaliste, révolutionnaire et utopique, ont lancé une véritable campagne de terrorisme politique à l'intérieur du parti, en soutenant la thèse que l'espace gouvernemental était le seul valable pour la mise en oeuvre du projet du parti en fonction des conditions politiques issues du mouvement de 1982.

6) Sur le plan organisationnel, nous avons dû nous affronter à l'hégémonie progressive de la conception "pragmatique" de certains dirigeants; ceux-ci, après avoir dominé et désarticulé les instances nationales, ont réussi à toucher également certaines instances régionales du parti par leurs pratiques caudillistes et leur ambition du pouvoir, ainsi que l'ont fait au plan national le camarade Jaime Paz Zamora et son entourage de palais.

7) Un autre type de déviation a été l'ouvriérisme maximaliste et infantile qui s'est affirmé de manière agressivement anti-miriste à l'intérieur du parti. Il a eu cependant le mérite d'avoir rendu nécessaire l'ouverture d'un débat, lequel a avorté en raison du comportement de certains dirigeants du Front des masses ouvrières qui ont quitté le parti en entraînant avec eux la plupart des militants ouvriers du parti. La confrontation - grave - à tous les niveaux avec la tendance ouvriériste a malheureusement eu lieu sans la nécessaire distinction d'avec le pragmatisme néopopuliste avec lequel on nous a par moments identifiés.

8) L'activisme débridé dans lequel s'est épuisée notre pratique politique au niveau gouvernemental a fait obstacle à une discussion à la manière miriste qui, seule, aurait permis de corriger les erreurs et de réaffirmer l'unité idéologique, politique et organique de notre parti. En l'absence d'un débat interne, il était inévitable que les divergences augmentent au point de mettre en danger l'existence même d'un projet du MIR. Nous nous sommes ainsi trouvés en position de faiblesse devant les exigences de restauration et de renforcement du processus démocratique que nous avons proposé au mouvement populaire et qui y avait trouvé un écho certain.

Notre tâche: retrouver le projet du MIR

(...)

La Paz, le 9 janvier 1985  
Pour la direction nationale du MIR  
Alfonso Ferrufino V.  
Franz Barrios V.  
Erwin Sancedo  
Luis Fernandez F.  
Carlos Quiroga B.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441